

20 octobre 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT  
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# Le français doit garder sa place à Orléans, disent les candidats

Le français doit continuer à prendre sa place dans le quartier électoral d'Orléans, ont convenu trois des candidats qui y briguent les suffrages, même si deux d'entre eux ont peine à s'exprimer dans la langue de Molière.

**4 x 205/55R16 PNEUS D'HIVER AVEC JANTES! POUR MAZDA3 ET MAZDA5 2004 À 2010 À PARTIR DE SEULEMENT**

**599\$\***

**REDÉFINIR LE SERVICE À LA CLIENTÈLE**

**ROULEZ EN DOUCEUR**

**INSTALLATION DE PNEUS DÉJÀ SUR JANTES. ENTRETIEN 8 000 KM, BUNLE ET FILTRE. INSPECTION 14 POINTS. 56<sup>95</sup>\$\***

**INSTALLATION DES PNEUS D'HIVER, BALANCES, ALIGNEMENT, ENTRETIEN 8 000 KM, BUNLE ET FILTRE. INSPECTION 14 POINTS. 149<sup>95</sup>\$\***

**ON VOUS OFFRE EN PLUS, ET CE GRATUITEMENT, NOTRE SERVICE DE NAVETTE, LAVAGE D'AUTO, UNE COUPE DE CHEVEUX, UN SPA, UN CENTRE D'EXERCICE, UN CAFÉ INTERNET ET PLUS ENCORE...**

**1205, BOUL. LA VÉRENDRYE OUEST • GATINEAU  
ELITEMAZDA.CA • 819.568.6000**

Bilingue, le conseiller sortant Bob Monette dit qu'il ne peut pas concevoir que la politique de bilinguisme de la Ville d'Ottawa soit encore bafouée comme à l'occasion du passage de la flamme olympique, l'an dernier. « C'était un vrai désastre », a-t-il laissé tomber, hier soir, lors d'un débat devant une centaine d'électeurs.

S'il est réélu, lundi prochain, M. Monette promet de continuer à travailler pour que les francophones, qui représentent près de 30 % de son quartier, reçoivent des services dans leur langue.

« Lors de l'ouverture du Complexe récréatif Ray-Friel, par exemple, la plupart des services qui y étaient offerts n'étaient pas bilingues. Maintenant, ils le sont presque tous », de faire remarquer l'élu sortant.

M. Monette parle aussi de l'ouverture récente du Centre des métiers de La Cité collégiale dans son quartier comme d'un signe que le français est toujours bien vivant à Orléans, une communauté jadis presque exclusivement francophone.

Aux yeux du candidat Fred Sherwin, le patrimoine francophone n'est pas suffisamment célébré à Orléans. L'éditeur d'un magazine sur Internet croit qu'il faut créer une exposition permanente rendant hommage aux fondateurs du petit village qui a connu une croissance fulgurante au cours des 25 dernières années.

« Il faut maintenir le financement pour assurer que les francophones continuent d'obtenir des services dans leur langue », a aussi lu M. Sherwin à partir de notes qu'il avait rédigées en français.

Pour sa part, la candidate Jennifer Robitaille rêve de créer une véritable « quartier français » sur le boulevard Centrum, à côté du nouveau Centre des arts Shenkman. Même si elle est incapable de s'exprimer en français, l'employée du comté de Lanark se dit prête à se battre pour que le français continue de fleurir dans son quartier.

#### Tarif de congestion routière

Au chapitre du transport, M. Sherwin est revenu sur son idée d'imposer un « tarif de congestion routière » aux automobilistes qui empruntent le Queensway pour se rendre au centre-ville d'Ottawa. Il favorise plutôt l'imposition d'un droit supplémentaire de 2 % sur chaque nouvelle construction résidentielle dans les banlieues pour aider à financer l'entretien du réseau routier.

M. Monette s'est vigoureusement opposé à ce « tarif de congestion », arguant qu'il aurait un impact négatif sur les commerces du centre-ville.



Absente du débat d'hier, une quatrième candidate, Renee Greenberg a mené jusqu'ici une campagne quasi-invisible.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

## BENOÎT PELLETIER collaboration spéciale



## Ramer contre le courant

C'est samedi prochain, à l'occasion d'un gala, que sera souligné le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario. Cet organisme est, avec quelques autres, un pilier de la communauté franco-ontarienne. Mais les origines du français en Ontario sont évidemment plus que centennaires.

Lorsque Champlain et ses compagnons ont quitté le territoire formant aujourd'hui le Québec pour explorer plus à l'ouest, ils se sont rendus jusqu'au lac Huron, où ils ont passé l'hiver 1615. Au cours des quelques années qui suivirent, explorateurs, colons et autres visiteurs, dont Étienne Brûlé et Nicolas du Vigneau, ont laissé leur trace dans tous les coins de ce nouveau territoire. Ils ont ainsi fait du français, – comme le dit si bien Yolande Grisé dans son livre *Ontario, on l'est encore!* – la première langue occidentale parlée en Ontario.

Pour se rendre du Québec (comme on appelle maintenant le territoire visé) jusqu'à la baie Georgienne, les explorateurs des premières heures ont dû emprunter de nombreux cours d'eau où ils ont ramé contre le courant. Ramer contre le courant? C'est exactement ce que font les Franco-Ontariens depuis des lunes, eux qui continuent, contre vents et marées, à vouloir imposer leur langue dans un contexte où ils sont submergés par l'anglais. À contre-courant ai-je dit, avec persévérance, courage et conviction, ils continuent de lutter pour que la langue française ait non seulement droit de cité, mais aussi pour qu'elle s'épanouisse dans cet environnement que certains diraient hostile et que d'autres, plus retenus, diraient défavorable.

Dès mes premiers contacts avec les Franco-Ontariens, au

début des années 1980, époque coïncidant avec mon arrivée en Outaouais, j'ai compris que j'avais affaire à des gens d'une classe à part, en ce qu'ils portent sur leurs épaules un passé fait de très grandes difficultés, se battent au quotidien pour que le français soit respecté et puisse se développer, et entrevoient avec confiance les défis de l'avenir.

## Identité et âme

Les Franco-Ontariens ont, plus que jamais me semble-t-il, un sens profond de leur identité. Leurs œuvres culturelles sont riches et fréquemment primées, quoique trop méconnues de la population en général.

En fait, j'irai jusqu'à dire que non seulement il existe une forte identité franco-ontarienne, mais qu'il existe même une «âme» franco-ontarienne. Cette âme est faite de ces centaines de milliers de visages, de ces hommes et ces femmes qui portent bien haut le flambeau de la langue française et qui souhaitent ardemment la transmettre à la génération qui suit, afin que celle-ci fasse de même à son tour, le moment venu.

Loin d'être fossilisée, la langue française se porte bien en Ontario. Contre toute prédiction, elle s'y exprime encore avec force.

Si la fatalité voulait que la langue française disparaisse du territoire ontarien – en raison notamment de son statut minoritaire, des tentatives de l'éliminer de la part des autorités publiques à différents moments au cours de l'histoire, et des effets d'une assimilation d'autant plus menaçante qu'elle est pernicieuse –, et bien, cette fatalité s'est fracassée sur le rocher de la détermination franco-ontarienne.

Trop de Québécois ignorent l'existence même de cette francophonie ontarienne. Trop de Québécois, encore aujourd'hui,



Trop de Québécois ne connaissent pas la riche présence sur le plan linguistique et le foisonnement sur le plan culturel de cette francophonie ontarienne qui vit – et rame à contre-courant – juste à côté d'eux.

ne savent pas que la langue française est parlée à l'ouest de la rivière des Outaouais. Bref, trop de Québécois ne connaissent pas la riche présence sur le plan linguistique et le foisonnement sur le plan culturel de cette francophonie ontarienne qui vit pourtant juste à côté d'eux.

Certes, il y eut l'épisode Montfort qui a attiré l'attention et suscité un élan de sympathie des Québécois, mais cette saga, à elle seule, n'a pas suffi à faire connaître à la population québécoise la condition réelle de la langue française en Ontario ni l'ampleur des combats qui ont été livrés et qu'il reste à livrer pour qu'elle y progresse.

## Source d'inspiration

Pourtant, les Québécois auraient

toutes les raisons du monde de s'inspirer des Franco-Ontariens. Forts de leur statut majoritaire au Québec, les francophones qui y vivent, pour certains d'entre eux du moins, se croient faussement protégés pour l'éternité contre l'expansion de la langue anglaise. Ces Québécois croient habiter le village d'Astérix et pouvoir, sans devoir faire trop d'efforts grâce à une quelconque potion magique (la Loi 101?), résister encore et toujours à l'envahisseur.

Ils oublient que nous, Québécois francophones, pour majoritaires que nous soyons au Québec, sommes néanmoins minoritaires au Canada et, a fortiori, en Amérique du Nord.

Dans le fond, les francophones, qu'ils soient du Québec, de l'Ontario ou d'ailleurs au Canada,

ont ceci en commun qu'ils sont minoritaires et qu'ils ne doivent jamais tenir pour acquis la survie de leur langue et de leur culture.

En d'autres termes, nous, francophones nichés au nord du continent, sommes tous dans le même bateau.

Alors pourquoi ne nous entendrions-nous pas, entre nous, pour dialoguer davantage, pour nous donner des projets communs, bref pour ramer dans la même direction?

Une telle concertation s'impose d'ailleurs d'autant plus que, dans ce contexte nord-américain dans lequel nous vivons, nous tous francophones, que nous le voulions ou non, sommes obligés non seulement de ramer beaucoup, mais surtout de ramer contre le courant.

## À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

## &gt; LA QUESTION DU JOUR

## VOTE SUR GUERTIN

Le maire de Gatineau Marc Bureau a-t-il le mandat d'aller de l'avant avec le Centre multifonctionnel?

Envoyer vos opinions par courriel à [editorial@ledroit.com](mailto:editorial@ledroit.com), maximum 200 mots. Les lettres doivent être signées avec vos coordonnées complètes. Seuls le nom et la ville de résidence apparaîtront en cas de publication.

## Élections municipales en Ontario

## Le message des aînés francophones

Les aînés votent plus que tout autre groupe d'âge. Nous constituons présentement environ 13% de la population ontarienne et notre groupe doublera d'ici 25 ans. Du côté des Franco-ontariens, 36,5% d'entre nous avons plus de 50 ans. Notre poids politique doit se refléter dans l'importance que les élus accordent aux dossiers reliés au vieillissement.

J'invite donc les candidats aux élections municipales à se laisser guider par deux principes importants:

– une gouvernance axée sur le respect des citoyens peu importe leur âge,

– et l'accessibilité universelle des infrastructures d'une communauté – que ce soit les rues, les trottoirs, les parcs, les édifices.

Ces principes devront orienter vos décisions, une fois élus.

Quelques questions pour vous qui cherchez à gouverner nos municipalités...

Connaissez-vous l'initiative *Villes/villages amis des aînés* préconisée par l'Organisation mondiale de la santé et qui favorise un environnement physique, social où les aînés peuvent vivre en sécurité, profiter d'une bonne

santé et participer pleinement à la société?

Que comptez-vous faire pour améliorer les conditions de transport pour les aînés au sein de votre communauté? Il s'agit d'un enjeu majeur pour les aînés privés d'autonomie.

Quelles mesures prendrez-vous pour accroître l'offre de programmes et de services de loisirs en français pour briser l'isole-

ment et favoriser l'épanouissement des aînés?

Se préoccuper du bien-être des aînés ne doit pas être seulement un souci préélectoral: cela doit se traduire par des mesures concrètes après l'élection du 25 octobre.

Francine Poirier,  
Présidente,  
Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario

LEDROIT, LE MERCREDI 20 OCTOBRE 2010

20 octobre 2010 | Le Droit | *JOËL-JOËL-DENISDENISBELLAVANCE BELLAVANCE LaLaPresse Presse AVEC WILLIAM LECLERC*

# La vidéo de deux femmes voilées scandalise le monde

**Elles sont montées à bord d'un avion d'Air Canada sans s'identifier aux douanes**

Le bureau du premier ministre Stephen Harper et celui du ministre de la Sécurité publique, Vic Toews, ont été inondés de courriels de Canadiens en colère en août après que deux femmes entièrement voilées eurent réussi à monter à bord d'un avion d'Air Canada sans montrer leur visage.

# LES INFOS

Avec Pierre-Jean Séguin



**EN SEMAINE** 16 H 30



222873

La vidéo de cet incident, qui a été tournée par un internaute britannique à un comptoir d'Air Canada à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal le 11 juillet, a été diffusée sur YouTube et a fait le tour du monde. L'affaire a d'ailleurs été relevée par le service de monitoring des médias du Secrétariat américain de la sécurité intérieure (Homeland Security).

Les deux femmes en question ont réussi à passer le contrôle de l'embarquement d'un vol assurant la liaison entre Montréal et Londres sans être importunées par l'agent de la compagnie aérienne. L'agent s'est contenté d'accepter qu'un homme qui suivait les femmes présente leurs passeports en leur nom.

#### Plaintes

Après avoir vu la vidéo, plusieurs Canadiens en colère ont exprimé leurs inquiétudes au bureau du premier ministre et à celui du ministre Toews. La Presse a obtenu une soixantaine de courriels expédiés entre le 2 et le 7 août grâce à la Loi sur l'accès à l'information. De manière unanime, ils ont demandé au gouvernement de mettre de côté « la rectitude politique » et de prendre les mesures qui s'imposent pour corriger cette situation.

Un individu de l'Australie a même pris le temps d'envoyer un courriel au ton acerbe à MM. Harper et Toews.

« Je demande des explications. Comment des gens peuvent-ils prendre l'avion sans s'identifier ? [...] Ça fait neuf ans maintenant que nous, passagers, nous faisons fouiller, enlever nos chaussures, montrer notre passeport trois ou quatre fois. Mais les femmes voilées et leurs maris musulmans extrémistes peuvent passer comme si de rien n'était ! Je suis tout simplement scandalisé », écrit un correspondant de Montréal

« Quelqu'un doit faire quelque chose pour stopper cela », affirme un citoyen Winnipeg.

« Je ne suis pas raciste ni bigot mais je demande au gouvernement du Canada de prendre au sérieux les libertés que prennent certains membres de la communauté musulmane », soutient un correspondant de Hamilton.

Un autre correspondant affirme avoir été témoin d'un événement comparable à l'aéroport d'Edmonton. « Je tiens à vous informer que cela se produit aussi dans d'autres aéroports ».

Il semble que plusieurs députés conservateurs aient aussi été inondés de plaintes : ils ont réclamé – et obtenu – une réunion d'urgence du comité de la sécurité publique de la Chambre des communes le 10 août afin d'étudier « la menace que pose aux Canadiens l'absence de vérification de l'identité voyageant par avion », selon nos documents.

Durant la réunion à huis clos, les partis de l'opposition ont refusé la requête des députés conservateurs Shelly Glover, Brent Rathgeber, Phil McColeman et Rick Norlock.

Dès que l'affaire a été rendue publique, au début août, le ministre des Transports de l'époque, John Baird, avait demandé la tenue d'une enquête afin de savoir si les membres du personnel des compagnies aériennes respectent les règles les obligeant à voir les visages de tous les passagers qui montent à bord de leurs appareils.

M. Baird, qui est aujourd'hui leader du gouvernement en Chambre, avait qualifié la situation de « très troublante » et avait ajouté que de telles actions posaient « une menace grave à la sécurité des voyageurs aériens ».

Trois semaines plus tard, le gouvernement Harper a renforcé les contrôles de sécurité en adoptant un nouveau règlement stipulant que tout « transporteur aérien doit regarder le visage entier d'un passager » avant de le laisser embarquer dans l'avion.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 20 Oct 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

# School board veterans battle for Zone 7 seat

## Lack of funding, communication top list of candidates' concerns

Perhaps the most interesting race for public school trustee is the one in which two current board members are squaring off.

Pam Morse, the current trustee in Zone 7 — a sprawling chunk of Ottawa that includes the municipal wards of Gloucester-South Nepean, Osgoode and Gloucester-Southgate — is facing a challenge from Mark Fisher, who was appointed to the board last year to represent a neighbouring zone and is now running in the one where he lives and where his son goes to school.

Morse herself was also appointed to the board after Greg Laws, the former Zone 7 trustee, resigned in 2008. But, unlike Fisher, Morse wasn't a total newcomer — she represented Zone 7 from 1991 to 2003.

A senior analyst with the federal government, Morse said funding is the umbrella challenge hanging over everything from building new schools to having equal transportation money as Ottawa's Catholic school board to special education programs.

One of the ways she hopes to address the funding shortfall is by participating with the Ontario Public School Boards' Association because she believes school boards have a stronger position to lobby the provincial government when they work together.

Osgoode Township High School is currently the only secondary school in Zone 7, which includes the fast-growing communities of Findlay Creek, Leitrim, Riverside South and Chapman Mills/ Stonebridge.

The public board is losing high school students to the Catholic board because it doesn't have schools for them to attend close to where they live, Morse said.

"That's a great source of frustration for me," she told parents at a recent all-candidates meeting.

Fisher agreed the zone needs another high school to serve the community. But he'd also like the board to locate its specialized programs in the secondary panel in geographically-accessible areas.

And, while he supports the board's focus on community schools, he said he also sees a need for parent choice and questioned why the board last year reduced its alternative program in the elementary panel.

"Instead of closing that window into our board, we should be finding opportunities to add an alternative education program in Kanata or Barrhaven or Orléans because parents have said that's a choice they want."

Fisher, a senior policy advisor in the Privy Council Office, said the board of trustees and individual school councils often have different sets of concerns and it's the trustee's job to bridge the two. "As an elected representative, you need to be in both places," he said, adding that if elected, he'd tried to attend school council meetings as often as he can.

In terms of leadership and vision for the board, Morse — who declined to give her age — noted she has most recently served as the board's vice chair. While she wouldn't want trustees to agree on every single issue, she said trustees need to listen to what each other has to say and work together to come up with a decision.

Fisher, 36, said trustees need to do a better job of understanding where everyone's coming from.

"We just don't do a good enough job talking to each other to find out where the commonalities are amongst all the trustees," he said.



Also on the ballot is Dave Byron, a newcomer to school board politics who said he would bring a “fresh approach” to the issues.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Autos Careers Classifieds Homes



## Former music teacher sentenced for groping incident

By MEGAN GILLIS, COURTS BUREAU

Last Updated: October 19, 2010 7:07pm

A former music teacher was sentenced to 60 days in jail Tuesday for a glancing touch to a 12-year-old's buttocks in a Barrhaven supermarket.

Judge Jennifer Blishen handed Stephen D'Annunzio, 40, a sentence that split the difference between the Crown and defence positions and will allow him to serve it intermittently.

Blishen had convicted D'Annunzio of sexual assault and sexual interference for making contact, intentionally and for a sexual purpose, with the girl's buttocks as she and her mother selected hotdog buns at a Strandherd Dr. Loeb in Aug. 2008.

D'Annunzio will have to stay away from parks and pools for five years, submit a DNA sample and be listed on the national sex offender registry for 20 years.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved